comme suit: 1. Étant donné qu'en vertu de la loi et du règlement sur l'immigration, le statut de militaire ou de conscrit n'a aucune incidence dans quelque domaine que ce soit, aucun renseignement à ce sujet n'est demandé ni enregistré d'aucune façon au cours des formalités d'immigration. En conséquence, le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ne peut procéder à aucun décompte statistique à cet égard.

2 et 3. Il n'existe pas au ministère de la Justice de statistiques qui révèlent si les personnes accusées ou portées coupables au Canada se sont soustraites à la conscription ou ont déserté.

4. Voir 1 ci-dessus.

[Français]

LE COÛT DES RÉPARATIONS AU QUAI DE BERTHIER DANS LA CIRCONSCRIPTION DE BELLECHASSE

Question n° 846—**M. Lambert (Bellechasse):**

Le gouvernement a-t-il fait faire des travaux de réparations au quai de Berthier (Bellechasse), en 1971, et, dans l'affirmative, a) quels sont ces travaux, b) quel en était le coût, c) qui a exécuté les travaux?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Aucun travail de réparation n'a été effectué au quai de Berthier jusqu'à ce jour.

[Traduction]

LES POSTES—LE PROGRAMME DE DISTRIBUTION «POSTE GARANTIE»

Question n° 860—**M. Howe:**

1. A quelle agence publicitaire le ministère des Postes a-t-il accordé le contrat de publicité afin de lancer le programme de distribution «poste garantie»?

2. A-t-on fait des appels d'offres et, dans l'affirmative, quelles agences ont participé et quel était le montant de chaque soumission?

3. Quel a été le coût global du programme?

4. Les journaux hebdomadaires ont-ils eu l'occasion de participer à cette campagne et, dans la négative, pour quelles raisons?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille):

1. Non.

2. Non.

3. \$43,577.66.

4. Non, à l'exception d'un hebdomadaire italien de Toronto. Le lancement du programme de distribution garantie concernait uniquement le courrier émanant de la ville de Toronto.

[Français]

LE COÛT DES RÉPARATIONS AU QUAI DE BERTHIER-EN-BAS

Question n° 898—**M. Lambert (Bellechasse):**

Au cours de l'année 1970, quelle somme a-t-on dépensée pour les travaux de réparation du quai de Berthier-en-Bas?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Une somme totale de \$17,130.80 a été dépensée au cours de l'année 1970 pour les travaux de réparation du quai de Berthier-en-Bas.

[Traduction]

MINISTÈRE DE LA JUSTICE—LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Question n° 915—**M. Robison:**

Quel pourcentage des prévisions supplémentaires du ministère de la Justice est destiné a) aux travaux d'hiver, b) à la

diminution du chômage, c) à la sous-évaluation des dépenses, d) à la lutte contre l'inflation, e) aux nouveaux programmes, f) au recrutement d'employés supplémentaires?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Le ministère de la Justice n'a pas de prévisions supplémentaires.

INFORMATION CANADA—L'EMPLOI DE M. D. HANSON

Question n° 920—**M. Hales:**

1. M. D. Hanson a-t-il déjà été un conseiller spécial auprès d'Information Canada et, dans l'affirmative, a) quand a-t-on retenu ses services et quelles fonctions devait-il exercer, b) s'il n'est plus à l'emploi d'Information Canada (i) quand son emploi a-t-il pris fin (ii) quelles étaient les raisons de son départ (iii) s'agissait-il d'une démission ou d'un renvoi (iv) M. Hanson avait-il terminé le travail qu'on lui avait assigné?

2. M. Hanson a-t-il intenté une poursuite contre Information Canada et, dans l'affirmative, a) pour quelles raisons, b) combien de dommages-intérêts a-t-on réclamés?

L'hon. Robert Stanbury (ministre sans portefeuille):

1. Oui, a) Il a été engagé le 17 septembre 1970 en vue d'aider à poursuivre le travail de planification et de mise en œuvre des priorités d'Information Canada, b) (i) le 31 décembre 1970; (ii) date d'expiration de son contrat; (iii) Ni l'un ni l'autre—la durée du contrat était du 17 septembre au 31 décembre; (iv) M. Hanson n'avait pas été engagé pour mener à terme un travail particulier, mais pour fournir au personnel une assistance générale.

2. Pas que sache Information Canada.

* * *

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENT

LA LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Question n° 307—**M. Forrestall:**

1. Pendant la période du 25 juillet 1969 au 30 septembre 1970, combien de femmes le gouvernement a-t-il nommées à un poste ou employées de quelque autre façon, suivant des dispositions autres que celles des articles 8 et 9 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, à des conditions de rémunération équivalant à un salaire annuel de \$10,000 et plus?

2. Quels sont leurs noms?

3. Qui les a employées et quelle était la catégorie de leur poste?

4. Combien d'hommes ont été nommés ou employés de quelque façon dans les mêmes conditions pendant la même période?

(Le document est déposé.)

M. Coates: Monsieur l'Orateur, je n'aime pas parler toutes les deux semaines de la question n° 12 marquée d'un astérisque. Il est inutile de répéter ce que j'ai déjà dit au sujet de cette question. Je prétends que si on ne répond pas aux questions inscrites au *Feuilleton* la chose deviendra une farce. Comme je l'ai signalé, elle a été inscrite au *Feuilleton* lors d'une session antérieure et l'a été à nouveau au cours de la présente session. Si on n'y répond pas, nous serons effectivement privés de renseignements que les contribuables canadiens et nous-mêmes sommes en droit de recevoir. Je ne sais quoi ajouter, sauf que je voudrais signaler encore une fois à la Chambre qu'on n'a pas répondu à cette question, en dépit de nombreuses déclarations du secrétaire parlementaire.